

République centrafricaine – Urgence complexe

14 JUIN 2024

LA SITUATION EN UN COUP D'OEIL

6,5 MILLION Population estimée de la RCA <i>ONU – Novembre 2022</i>	2,8 MILLION Nombre estimé de personnes dans le besoin d'aide humanitaire <i>ONU – Janvier 2024</i>	2,5 MILLION Nombre estimé de personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë d'avril à août <i>IPC – Novembre 2023</i>	518 075 Personnes déplacées à travers la RCA <i>HCR – Avril 2024</i>	750 622 Nombre de réfugiés centrafricains résidant dans les pays voisins <i>HCR – Mai 2024</i>
--	---	--	---	---

- Environ 70 000 personnes sont arrivées en RCA en provenance du Tchad et du Soudan entre avril 2023 et juin 2024, selon l'ONU.
- Les conflits restent le principal facteur d'insécurité alimentaire aiguë en RCA et ce sont les PDI et les réfugiés qui y sont le plus confrontés, selon un rapport de FEWS NET datant de mars. Environ 2,5 millions de personnes devraient être confrontées à des niveaux de crise-IPC 3 d'insécurité alimentaire aiguë entre avril et août, selon l'IPC.
- Les incidents impliquant des REG et des mines terrestres ont augmenté en RCA depuis 2021, avec 82 incidents ayant entraîné la mort de 27 personnes en 2023.



TOTAL DU FINANCEMENT HUMANITAIRE DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

	USAID/BHA ¹	59 447 406 \$
Pour la réponse de la RDC au cours de l'EF 2024	État/PRM ²	5 680 000 \$
	Total	65 127 406 \$

Pour connaître la répartition complète du financement entre les partenaires, voir le tableau détaillé à la page 6

¹ Bureau d'aide humanitaire de l'USAID (USAID/BHA)

² Bureau de la population, des réfugiés et des migrations du département d'État des États-Unis (État/PRM)

DÉVELOPPEMENTS CLÉS

Des réfugiés et des demandeurs d'asile des pays voisins s'abritent dans des sites de déplacement en RCA et font face à des besoins humanitaires accrus

Le nombre de demandeurs d'asile et de réfugiés du Tchad et du Soudan arrivant en République centrafricaine (RCA) continue d'augmenter, selon les Nations Unies. Les conflits intercommunautaires impliquant des groupes armés au Tchad ont déplacé plus de 38 000 personnes, dont environ 31 800 demandeurs d'asile tchadiens et 6 200 centrafricains, vers les préfectures de Lim-Pendé et d'Ouham en RCA entre avril 2023 et juin 2024, selon l'ONU. Les demandeurs d'asile tchadiens sont confrontés à d'importants besoins humanitaires, notamment en matière de nourriture, d'abris et d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH). Ils résident actuellement dans plus de 50 villages centrafricains le long de la frontière avec le Tchad, qui font partie des zones les moins développées de la République centrafricaine. En mars, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), partenaire de l'Etat/PRM, et ses partenaires, ainsi que la Commission nationale pour les réfugiés (CNR) du gouvernement centrafricain, ont organisé un convoi de relocalisation pour 310 demandeurs d'asile tchadiens de la sous-préfecture de Markounda, une zone particulièrement isolée et peu sûre de la préfecture d'Ouham, le long de la frontière avec le Tchad, vers le site de déplacement de Betoko développé par le HCR dans la sous-préfecture de Paoua de la préfecture de Lim-Pendé. La population du site s'élève donc à plus de 3 200 personnes depuis le 30 mars. La CNR a identifié Betoko comme site d'accueil en juillet 2023 et prévoit de le développer, en partenariat avec les acteurs humanitaires, pour accueillir 10 000 personnes. Le HCR a commencé à relocaliser les demandeurs d'asile tchadiens à Betoko en novembre 2023. Bien que la majorité d'entre eux en RCA aient exprimé leur préférence pour rester près de la frontière, la CNR et les acteurs humanitaires les encouragent à se réinstaller sur le site de Betoko, où les acteurs humanitaires peuvent fournir une meilleure protection et d'autres formes d'assistance humanitaire.

À compter de début juin, près de 31 700 personnes, dont environ 25 500 réfugiés soudanais et 6 200 rapatriés centrafricains, sont arrivées en RCA en provenance du Soudan depuis le début du conflit soudanais en avril 2023, selon les Nations Unies. En particulier, près de 9 000 personnes en provenance du Soudan sont arrivées dans le site de déplacement de Korsi géré par le HCR dans la ville de Birao en RCA, située dans la sous-préfecture de Birao de la préfecture de Vakaga, entre début janvier et fin mai, portant le total à plus de 12 700 personnes résidant dans le site au 31 mai, selon le HCR. Les arrivées de janvier à mai marquent une augmentation rapide du nombre de personnes résidant sur le site, la population ayant augmenté d'environ 345% depuis décembre 2023. L'insécurité au Soudan continue d'engendrer des problèmes de protection et d'entraver l'accès aux marchés et aux moyens de subsistance, poussant les gens à fuir à travers la frontière vers la RCA. L'afflux de personnes à Korsi a entraîné une surpopulation et une détérioration des conditions WASH. Le site ne comptait que 179 latrines en état de fonctionnement au 15 mai, soit 70 personnes par latrine, ce qui dépasse de loin l'indicateur clé de la norme Sphère minimale de 20 personnes par latrine.³ La quantité d'eau potable distribuée est également tombée à environ dix litres par personne et par jour à la même date, ce qui est inférieur à l'indicateur clé minimum de la norme Sphère de 15 litres par personne et par jour, selon le HCR.

En réponse aux besoins croissants, les partenaires du gouvernement américain, l'International Medical Corps (IMC), le HCR et ses partenaires coopérants ont fourni un soutien en matière d'alimentation, de

³ Le projet Sphère a été lancé en 1997 par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), les Nations Unies, des organisations non gouvernementales et des bailleurs de fonds afin d'élaborer un ensemble de normes minimales universelles pour l'assistance humanitaire et par conséquent d'améliorer la qualité de l'assistance fournie aux personnes touchées par une catastrophe et de renforcer la responsabilité des agences humanitaires.

santé, de nutrition, de protection, d'abris et de WASH aux populations réfugiées à Korsi. Les partenaires ont effectué huit visites de contrôle de la protection à Korsi et dans la communauté d'accueil de Birao et ont orienté les cas de violence basée sur le genre (VBG), les soins médicaux, la santé mentale et le soutien psychosocial (SMSPS). Les acteurs humanitaires ont également fourni plus de 600 consultations médicales, distribué plus de 13 600 petits-déjeuners et repas chauds, et effectué des dépistages nutritionnels chez les enfants et les femmes enceintes et allaitantes.

Le conflit reste le principal facteur de l'insécurité alimentaire aiguë en RCA

Les conflits restent le principal facteur d'insécurité alimentaire aiguë en RCA et les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) et les réfugiés y sont confrontés au plus haut niveau selon un rapport du Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET) datant de mars. Environ 522 000 personnes étaient toujours déplacées en RCA au mois de mars dont plus de 90% des PDI citant les affrontements armés et les tensions communautaires comme causes de déplacement, selon une évaluation de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) menée en décembre 2023 et janvier 2024. L'insécurité a également contribué à l'épuisement rapide des stocks alimentaires des ménages dans les préfectures de la Haute-Kotto, de la Haute-Mbomou, de l'Ouham-Pende et de la Vakaga, ce qui les a amenés à connaître un début précoce de la période de soudure, qui a commencé en mars mais qui débute généralement en avril, aggravant ainsi l'insécurité alimentaire aiguë au cours des mois suivants, selon FEWS NET. L'insécurité alimentaire croissante a incité les ménages à adopter des stratégies d'adaptation négatives, telles que la réduction de la quantité des repas quotidiens. En outre, la présence présumée d'engins explosifs a restreint les mouvements des personnes qui utilisent les routes et les sentiers pour accéder à des activités génératrices de revenus et à des moyens de subsistance, tels que l'agriculture, et a également limité l'accès humanitaire aux zones touchées par l'insécurité alimentaire. L'épuisement rapide des stocks alimentaires des ménages a augmenté la demande de nourriture sur les marchés, entraînant une hausse des prix des denrées alimentaires, qui étaient déjà élevés dans les zones de conflit en raison de la réduction des approvisionnements et des coûts de transport élevés, et a par la suite diminué le pouvoir d'achat des ménages, selon FEWS NET. Environ 2,5 millions de personnes, soit plus de 40% de la population centrafricaine, devraient connaître des conditions d'insécurité alimentaire aiguë entre avril et août et ce sont les préfectures de Haut-Mbomou, Mbomou, Nana-Mambere et Ouham qui devraient y être confrontées le plus, selon les projections de l'IPC de novembre 2023.

Des incidents impliquant des REG et des mines terrestres en 2023 suscitent des inquiétudes pour la protection des civils dans l'ouest de la RCA

Les accidents impliquant des restes explosifs de guerre (REG) et des mines terrestres ont augmenté en RCA depuis 2021, suscitant des préoccupations en matière de protection parmi les acteurs de l'aide humanitaire, selon l'ONU. Un total de 82 incidents liés aux REG et aux mines terrestres ont entraîné la mort de 27 personnes, dont 19 civils, en 2023, ce qui représente une hausse de 15% par rapport à 2022, rapporte l'ONU. Les préfectures de l'ouest, notamment Mambéré-Kadei, Nana-Mambéré, Ouham et Ouham-Pendé, ont été les zones les plus touchées. La présence de REG et de mines terrestres limite les mouvements des civils, qui utilisent diverses routes et chemins pour accéder à leurs moyens de subsistance, tels que l'agriculture, contribuant ainsi à l'insécurité alimentaire. Par ailleurs, ces mêmes éléments limitent l'accès de l'aide humanitaire aux populations vulnérables, souvent dans des zones où l'accès est déjà entravé par le conflit armé ou le manque d'infrastructures. Dans les régions de Mambéré-Kadei, Nana-Mambéré, Ouham et Ouham-Pendé, les REG et les mines terrestres entravent l'accès humanitaire à près de 770 000 personnes dans le besoin ciblées par les acteurs humanitaires en 2024. Les acteurs du déminage restent essentiels pour la protection des civils et la mise en œuvre des opérations humanitaires.

Avec le financement du Fonds humanitaire de la RCA, Humanity & Inclusion, partenaire de l'USAID/BHA, a organisé des sessions de sensibilisation et de réduction des risques liés aux REG et aux mines terrestres pour près de 5 900 personnes, dont plus de 3 100 enfants, dans l'Ouham-Pendé en 2023. L'organisation non gouvernementale (ONG) partenaire a également formé 40 travailleurs humanitaires aux risques liés aux engins explosifs. Malgré les campagnes de sensibilisation, l'ONU signale que des besoins persistent et qu'une assistance supplémentaire est nécessaire pour renforcer et étendre la sensibilisation aux risques liés aux REG et aux mines terrestres dans l'ouest de la RCA.

CHIFFRES CLES



6

Partenaires de l'USAID/BHA fournissant de l'aide alimentaire

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

SECURITE ALIMENTAIRE

L'USAID/BHA soutient le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies pour fournir une assistance alimentaire d'urgence, y compris des transferts monétaires, de la nourriture achetée au niveau local et régional, des bons échangeables contre de la nourriture sur les marchés locaux, et du riz, des pois cassés et de l'huile végétale provenant des États-Unis, aux populations en situation d'insécurité alimentaire dans toute la RCA, y compris les membres des communautés d'accueil, les PDI, les réfugiés et les personnes retournées chez elles. L'USAID/BHA soutient également les ONG partenaires pour fournir une assistance alimentaire d'urgence aux populations dans le besoin à travers le pays. En outre, les partenaires de l'USAID/BHA fournissent des intrants agricoles et des formations pour renforcer la sécurité alimentaire et faciliter la réhabilitation des moyens de subsistance parmi les ménages les plus vulnérables de la RCA. Entre le 23 et le 29 mai, NOURRIR, partenaire coopérant du HCR, a distribué plus de 6 800 repas chauds à Korsi avec de la nourriture donnée par le PAM et près de 6 800 petits déjeuners avec de la nourriture donnée par le HCR.



6

Partenaires de l'USAID/BHA fournissant des services de santé et de nutrition

SANTÉ ET NUTRITION

L'USAID/BHA aide les ONG partenaires à mener des programmes d'alimentation complémentaire pour les enfants âgés de cinq ans et moins et les PVVIH en créant des voies d'orientation communautaires pour identifier et traiter les cas de malnutrition. Par l'intermédiaire du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), l'USAID/BHA fournit également une aide nutritionnelle d'urgence aux enfants, aux mères et aux personnes qui s'occupent d'eux. En outre, l'USAID/BHA aide les ONG à fournir une assistance sanitaire, y compris des traitements diagnostiques, l'exploitation de cliniques mobiles et des services d'orientation pour les maladies et les blessures. Les ONG partenaires de l'USAID/BHA fournissent également des produits médicaux essentiels et des formations aux intervenants communautaires et aux cliniques. En 2023, avec le soutien du gouvernement américain, l'UNICEF et ses partenaires ont formé plus de 200 agents de santé et près de 2 000 agents de santé communautaires à la détection de la malnutrition aiguë sévère chez les enfants et les PVVIH. En outre, l'UNICEF

a distribué des suppléments de vitamine A à plus de 580 000 enfants âgés de 6 à 59 mois au cours de l'année, atteignant un taux de couverture de près de 90 %. Depuis janvier, IMC et NOURRIR ont effectué plus de 14 600 consultations médicales et traité plus de 1 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée à Korsi.



2

Partenaires de
l'USAID/BHA
fournissant des services
logistiques essentiels

SOUTIEN LOGISTIQUE

Les partenaires de l'USAID/BHA fournissent des services logistiques essentiels à la réponse humanitaire en RCA. En raison de l'insuffisance de l'accès routier à travers le pays, l'USAID/BHA soutient le Service aérien humanitaire des Nations Unies pour assurer le transport humanitaire du personnel et des marchandises à travers la RCA et pour fournir un service aérien aux ONG partenaires. En outre, les ONG partenaires de l'USAID/BHA assurent la logistique commune et la gestion du stockage pour les organisations d'intervention. L'USAID/BHA a également financé des efforts visant à améliorer les plateformes logistiques dans la capitale de la RCA, Bangui, afin de renforcer les capacités de réponse des membres du Mécanisme de réponse rapide (MRR) géré par l'UNICEF, qui permet aux acteurs de l'aide humanitaire d'envoyer rapidement des fournitures dans les zones touchées par la crise. En 2023, le système de surveillance du MRR, qui couvrait environ 75% du pays, a généré 125 alertes pour des situations d'urgence qui ont affecté près de 277 000 personnes. Environ 65% de ces alertes étaient liées à la violence, les autres étant motivées par des catastrophes naturelles et des retours de PDI.



6

Partenaires de l'USG
fournissant des services
WASH

WASH

Les partenaires de l'USAID/BHA fournissent une assistance essentielle en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène aux populations dans le besoin à travers la RCA, y compris les PDI et les rapatriés. L'USAID/BHA soutient également le MRR géré par l'UNICEF, qui fournit une assistance WASH par la construction de latrines, la distribution de kits d'hygiène, l'organisation de sessions de sensibilisation à l'hygiène et la réhabilitation de points d'eau dans toute la RCA. Les activités soutenues par l'État/PRM réhabilitent les sources d'eau potable et soutiennent les systèmes de distribution d'eau au sein des communautés dans le besoin. En 2023, l'UNICEF, partenaire du gouvernement américain, a permis à près de 100 000 personnes vulnérables d'avoir accès à de l'eau potable grâce à la réhabilitation et à la réparation de plus de 90 puits équipés de pompes à motricité humaine, à la mise en place de systèmes d'approvisionnement en eau d'urgence et à la distribution de kits de traitement de l'eau pour les ménages.



6

Partenaires de l'USG
fournissant des services
de protection

PROTECTION

Les partenaires de l'USG continuent de mettre en œuvre des programmes de protection pour les populations les plus vulnérables de la RCA en renforçant les services de protection de l'enfance, en organisant des sessions de sensibilisation des communautés aux risques de protection, en fournissant des services de gestion des cas d'urgence et d'orientation pour les survivants de la violence basée sur le genre, et en fournissant des services individuels de SMSPS. En 2023, l'UNICEF a fourni à près de 40 000 enfants et adolescents et à plus de 5 500 personnes s'occupant d'eux des activités de santé mentale et de SMSPS au niveau communautaire. Il a également mené des actions de prévention et d'intervention contre la violence basée sur le genre qui ont touché plus de 280 000 personnes au cours de l'année.



3

Partenaires de
l'USAID/BHA
fournissant des abris et
des installations

ABRIS ET INSTALLATIONS

L'USAID/BHA soutient les ONG et les agences des Nations Unies qui fournissent une assistance individualisée en matière d'abris aux PDI, aux rapatriés et aux communautés d'accueil affectées par les conflits en RCA. L'USAID/BHA et les partenaires de l'État/PRM distribuent des kits d'abris d'urgence et améliorent les services de coordination et de gestion des camps (CCCM) dans les camps de PDI à travers la RCA. L'USAID/BHA soutient également l'OIM, qui codirige le Cluster CCCM de la RCA, l'organe de coordination des activités humanitaires CCCM, composé d'agences des Nations Unies, d'ONG et d'autres parties prenantes, afin de prépositionner des kits d'abris d'urgence dans tout le pays. Avec le soutien de l'USAID/BHA, l'OIM recueille des données sur le suivi de la mobilité et fournit des abris de transition aux PDI qui retournent dans leur région d'origine.

LE CONTEXTE EN BREF

- En décembre 2012, l'alliance armée Séléka a progressé à travers la RCA en opposition au président de l'époque, François Bozizé. Le 24 mars 2013, les combattants de la Séléka sont entrés dans Bangui, prenant effectivement le contrôle du pays et déclenchant une période de violence généralisée. Les conditions de sécurité se sont encore détériorées en décembre 2013, lorsque des affrontements ont éclaté entre l'alliance Séléka, aujourd'hui dissoute, et des groupes anti-Balaka composés de combattants armés opposés aux forces de l'ex-Séléka.
- Après une période de transition de près de trois ans, la RCA a organisé des élections présidentielles en décembre 2015 et février 2016, qui ont abouti à l'élection du président Faustin-Archange Touadéra, qui a pris ses fonctions le 30 mars 2016.
- Après plus de six ans de conflit, le gouvernement de la RCA (GRCA) et 14 groupes armés ont signé l'Accord politique pour la paix et la réconciliation le 6 février 2019.

- Une flambée de violence liée aux élections a commencé en décembre 2020 entre les groupes armés de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), le GRCA, la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations Unies en RCA et les forces de sécurité bilatérales qui soutiennent le GRCA. Le conflit a exacerbé la détérioration généralisée des conditions humanitaires tout au long de l'année suivante, y compris de nombreuses violations des droits de l'homme attribuées à la présence des groupes armés.
- Le 18 janvier 2021, la Cour constitutionnelle a validé les résultats de l'élection du 27 décembre 2020, ce qui a permis au président Touadéra d'assumer un second mandat. Avant et pendant l'élection, des groupes armés alignés sur l'ancien président Bozizé, que la Cour constitutionnelle avait déclaré inéligible, ont déployé des efforts concertés pour perturber le scrutin et s'emparer des principales zones urbaines.
- Le 15 octobre 2021, le président Touadéra a déclaré un cessez-le-feu unilatéral, qui a été accepté par toutes les parties au conflit sauf deux, y compris le CPC.
- Le 6 octobre 2023, l'ambassadrice américaine Patricia A. Mahoney a renouvelé la déclaration de besoin humanitaire pour l'urgence complexe en RCA pour l'EF 2024 en raison de l'ampleur et de la gravité des besoins humanitaires actuels dans le pays liés aux impacts du conflit, aux chocs climatiques, à l'insécurité alimentaire et à l'afflux de réfugiés en provenance des pays voisins.

FINANCEMENT HUMANITAIRE DE L'USG POUR LA RÉPONSE EN RCA AU COURS DE L'EF 2024¹

PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE	ACTIVITÉ	LIEU	MONTANT
USAID/BHA²			
Catholic Relief Services (CRS)	Agriculture, Relèvement économique et systèmes de marché (ERMS), Assistance alimentaire en nature Aide alimentaire	Nana-Mambéré, Ouham-Pendé	3 500 000 \$
Organisation internationale de sécurité des ONG (INSO)	Coordination humanitaire, gestion de l'information et évaluations (HCIMA)	Dans tout le pays	1 000 000 \$
OIM	ERMS, HCIMA, Abris et installations, WASH	Dans tout le pays	13 500 000 \$
Mercy Corps	Agriculture, ERMS, Assistance monétaire polyvalente (MPCA), Protection	Kémo, Mbomou, Ouaka, Vakaga	3 700 000 \$
UNICEF	Nutrition, Aide alimentaire en nature	Dans tout le pays	2 000 000 \$
Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (BCAH)	HCIMA	Dans tout le pays	800 000 \$
PAM	Assistance alimentaire – Aide alimentaire en nature	Dans tout le pays	27 999 856 \$
	Soutien logistique	Dans tout le pays	3 500 000 \$
World Vision	Agriculture, Assistance alimentaire, ERMS, MPCA	Dans tout le pays	3 433 721 \$
Soutien au programme			13 829 \$
FINANCEMENT TOTAL DE L'USAID/BHA			59 447 406 \$
ÉTAT/PRM			
Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	ERMS, WASH	Bangui, Nana-Grébizi, Nana-Mambéré, Ouaka	1 400 000 \$
HCR	Education, Santé, Nutrition, Protection, WASH	Bangui, Vakaga	4 280 000 \$
FINANCEMENT TOTAL DE L'ÉTAT/PRM			5 680 000 \$
FINANCEMENT HUMANITAIRE TOTAL DE L'USG POUR LA RÉPONSE EN RCA AU COURS DE L'EF 2024			65 127 406 \$

¹ L'année de financement indique la date de l'engagement ou de l'obligation, et non de l'affectation, des fonds. Les chiffres de financement reflètent le financement annoncé publiquement au 14 juin 2024.

² Ce total n'inclut pas les plus de 5 millions de dollars de financement de l'État/PRM pour l'EF 2024 pour les réfugiés centrafricains dans les pays voisins, ce qui porte le financement d'urgence total du gouvernement américain pour l'urgence complexe en RCA au cours de l'EF 2024 à plus de 70 millions de dollars.

INFORMATIONS SUR LES DONNS PUBLICS

- La manière la plus efficace pour les populations de contribuer aux efforts de secours est de verser des contributions en espèces aux organisations humanitaires qui mènent des opérations de secours. Une liste des organisations humanitaires qui acceptent des dons en espèces pour les interventions en cas de catastrophe dans le monde est disponible sur interaction.org.
- L'USAID encourage les dons en espèces parce qu'ils permettent aux professionnels de l'aide de se procurer exactement les articles nécessaires, souvent dans la région touchée ; ils réduisent la charge sur les ressources limitées, telles que les itinéraires de transport, le temps du personnel et l'espace d'entreposage ; ils peuvent être transférés très rapidement et sans frais de transport ; ils soutiennent l'économie de la région touchée par la catastrophe et garantissent une aide adaptée sur le plan culturel, diététique et environnemental.
- De plus amples informations sont disponibles à l'adresse suivante :
 - Centre d'information sur les catastrophes internationales de l'USAID: cidi.org
 - Des informations sur les activités de secours de la communauté humanitaire sont disponibles à l'adresse suivante reliefweb.int.

Les bulletins de l'USAID/BHA sont publiés sur son site web à l'adresse suivante : usaid.gov/humanitarian-assistance/where-we-work